

• (9.10 p.m.)

Comment pourrions-nous consciencieusement lui permettre de s'en tirer à si bon compte après avoir soutiré 13 millions aux humbles sous forme d'impôt, avant même que la Chambre ait adopté le bill fiscal? Il ne veut pas renoncer à la surtaxe. Il dit qu'il ne remboursera rien à personne, car nous ne pourrions le poursuivre tous à la fois. Il défie là-dessus les citoyens. Il croit pouvoir forcer l'opposition à adopter la même mesure fiscale. Il fait une croix sur 30 millions de dollars en ce qui concerne les fabricants d'automobiles, mais il est prêt à nous soutirer 13 millions avant même d'en avoir le droit.

Les Canadiens sont transformés ainsi en esclaves de la bureaucratie. En approfondissant le rapport de l'auditeur général, on peut saisir toute la portée de ce genre de budgétisation. Pourtant, on s'attend que nous montrions notre confiance envers le ministre des Finances (M. Sharp). Nous l'avons vu présenter budget sur budget et, durant six mois, il a subi un déphasage quant à l'accélération et à la décélération en ce qui concerne notre économie. Le détail de ses calculs budgétaires accuse une terrible insouciance.

Voici ce qu'écrivit M. Lynch au sujet du rapport de l'Auditeur général dans le *Herald* de Calgary en date du 20 janvier:

Il est difficile pour un fonctionnaire de l'État de crier à tue-tête, mais on peut quasiment entendre l'auditeur général, M. Max Henderson, s'époumoner et hurler dans son dernier rapport déposé à la Chambre des communes lundi dernier.

Il s'adresse à grands cris à tous ceux qui veulent l'entendre—qu'il s'agisse du gouvernement, des députés, des contribuables, des jeunes, de n'importe qui.

Il nous apprend que la plus grande entreprise nationale, le gouvernement fédéral, est dans le pétrin. Mais personne ne tente d'y remédier. Il laisse entendre que si une société privée se trouvait dans un gâchis semblable, les actionnaires se révolteraient contre une administration incompétente.

Voilà comment M. Lynch interprète le rapport de M. Henderson. Il ajoute que le pire reproche qu'on puisse formuler c'est que toute l'affaire n'a pas été déferée au comité des comptes publics qui, signale-t-il, ne s'est pas réuni depuis avril dernier.

M. Lewis: Ils n'ont pas voulu le convoquer.

M. Horner (Acadia): Quelqu'un dit qu'ils n'ont pas voulu le convoquer. Comment pouvons-nous faire consciencieusement notre devoir envers la population vu le gâchis que signale l'auditeur général, qui fait la comptabilité du bureau d'administration qui siège en

[M. Horner (Acadia).]

face? Allons-nous continuer à siéger et ne pas voter contre le gouvernement, ne pas faire tout ce qui est en notre pouvoir pour l'expulser? A titre de législateurs consciencieux, nous devons être prêts à le chasser à la première occasion.

Dans notre démocratie, les gouvernements doivent-ils être indéfectibles? Le scrutin doit-il être considéré comme une façon de faire l'appel nominal des députés et rien de plus? C'est ce qui arrivera si nous laissons adopter cette motion. Laissera-t-on le gouvernement, mis en minorité au Parlement sur une question majeure de politique, sur sa propre résolution budgétaire, s'accrocher quand même désespérément au pouvoir? Le pays certainement se dressera et demandera la démission des membres du gouvernement. Si le ministre du Commerce était sincère en tenant ces propos sur ses collègues, lors d'une conférence de presse, il se dresserait certainement lui aussi et voterait contre ses collègues, à la première occasion.

Le *Citizen* d'Ottawa de ce soir renferme un article intéressant. Il s'intitule «Prêt de 400 millions de dollars demandé par le Canada.» D'après une nouvelle de Paris, le Canada a demandé un prêt de 400 millions du Fonds monétaire international. Ce quotidien cite cette nouvelle d'aujourd'hui et ajoute:

A Washington un porte-parole du Fonds monétaire international a refusé tout commentaire.

Qu'il s'agisse d'un prêt que le Canada cherche à obtenir ou du remboursement d'une somme versée au Fonds monétaire international, cela importe guère. Le fait est que le gouvernement actuel s'est vu refuser l'argent par le Parlement. Les représentants du peuple lui ont refusé les fonds. Il n'a donc pas le droit d'en obtenir d'autres sources avant de communiquer avec le gouverneur général et avant que le premier ministre (le très honorable M. Pearson) démissionne et que quelqu'un d'autre soit nommé. Je proposerais que le consciencieux ministre là-bas, le ministre du Commerce, assume la charge jusqu'à ce qu'ait eu lieu le congrès libéral de leadership, car il n'est pas dans la course. Il ne peut approuver ce genre d'intégrité fiscale dont le ministre des Finances a fait preuve et je ne puis l'en blâmer.

Le présent débat n'a peut-être pas eu d'autres résultats, mais il a au moins démontré la volonté farouche du gouvernement de s'agripper au pouvoir. Il doit aussi avoir démontré le terrible désarroi financier dans lequel le Canada se trouve actuellement. Comme on l'a